

CHFAU - AllUnity CHF

Le token CHFAU (AllUnity CHF) est un stablecoin qui vise à fournir une représentation numérique du franc suisse (CHF) sur les blockchains publiques. Il est entièrement adossé et garanti à 1:1 par des réserves réelles en francs suisses, détenues dans des comptes ségrégués auprès d'établissements de crédit agréés dans l'Espace Économique Européen. Cette approche garantit la stabilité du prix du token et la confiance des utilisateurs, car chaque CHFAU peut être échangé contre 1 CHF à tout moment.

AllUnity GmbH, l'émetteur du CHFAU, est une société allemande agréée en tant qu'institution de monnaie électronique (EMI) par la BaFin, l'autorité fédérale de supervision financière d'Allemagne. Cette licence et la conformité à la réglementation européenne MiCAR (Markets in Crypto-Assets Regulation) sont des éléments clés qui distinguent CHFAU des stablecoins moins réglementés. MiCAR établit un cadre juridique clair pour les crypto-actifs dans l'Union Européenne, offrant ainsi une sécurité et une transparence accrues.

Le projet AllUnity est une co-entreprise formée par DWS (la branche de gestion d'actifs de Deutsche Bank), Flow Traders (un acteur majeur sur les marchés de capitaux) et Galaxy Digital (une entreprise spécialisée dans les actifs numériques). Cette alliance confère à AllUnity une solide crédibilité institutionnelle et une expertise combinée dans la finance traditionnelle et le monde des cryptomonnaies.

L'utilité principale du CHFAU réside dans sa capacité à faciliter des transactions transfrontalières rapides, sécurisées et efficaces, ainsi que dans la gestion de trésorerie institutionnelle. Il permet d'éliminer les délais et les coûts associés aux systèmes bancaires traditionnels, offrant une liquidité en CHF disponible 24h/24 et 7j/7. Les cas d'usage incluent les paiements internationaux, la gestion de la trésorerie d'entreprise, le règlement sur chaîne (on-chain settlement) pour les actifs tokenisés, et l'intégration dans les écosystèmes de la finance décentralisée (DeFi).

La technologie derrière CHFAU repose sur des smart contracts déployés sur différentes blockchains. Il est initialement disponible sur Ethereum (en tant que token ERC-20), Base et Tempo, avec l'intention d'étendre son support à d'autres réseaux blockchain à l'avenir. L'émission (minting) et le rachat (redemption) de CHFAU sont des processus contrôlés et

vérifiés, nécessitant l'utilisation de wallets et de comptes préalablement autorisés (whitelisting) pour se conformer aux exigences de lutte contre le blanchiment d'argent (AML) et de connaissance du client (KYC).

En termes de tokenomics, CHFAU a une offre totale de 21 880 022 tokens, mais la circulation effective est soumise à la demande. L'objectif n'est pas la spéculation sur le prix, mais la stabilité, car chaque token est directement convertible en CHF. Les réserves sont tenues à 1:1 et ne sont pas utilisées pour générer des rendements ou des prêts, conformément aux réglementations comme MiCAR qui interdisent les intérêts sur les dépôts de stablecoins EMT (Electronic Money Token).

Les avantages du CHFAU incluent sa stabilité, sa conformité réglementaire, sa disponibilité 24/7, et sa capacité à réduire les coûts et les délais des transactions. Il offre une alternative fiable pour les institutions et les entreprises recherchant une exposition au franc suisse dans l'économie numérique. Les limites potentielles incluent sa nature centralisée (bien que réglementée) et la dépendance à l'égard de la plateforme AllUnity et de ses partenaires pour l'émission et le rachat. La liquidité peut également être un facteur à surveiller, surtout dans les phases initiales de déploiement.

Les perspectives pour CHFAU sont liées à l'adoption croissante des stablecoins réglementés dans le secteur financier. Son positionnement en tant que premier stablecoin CHF conforme à MiCAR et soutenu par des acteurs institutionnels solides le place favorablement pour capitaliser sur la demande de liquidités numériques stables et réglementées, notamment dans les corridors commerciaux entre la Suisse et l'UE.